

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
22 octobre 1976

No 551

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

**Le débat sur
l'Afrique du Sud
à l'ONU**

UN VETO SCANDALEUX

Fidèle à sa politique de soutien actif du régime raciste sud-africain, le gouvernement français vient, aux côtés des USA et de la Grande-Bretagne, d'opposer son veto à une résolution du conseil de sécurité de l'ONU décrétant l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, en raison du maintien totalement illégal de sa présence en Namibie.

Cette décision est particulièrement révoltante à l'heure où les armes livrées aux autorités racistes massacrent les populations africaines insurgées en Namibie comme en Afrique du Sud. Elle a suscité colère et indignation parmi les pays non-alignés du conseil de sécurité comme parmi l'ensemble des délégations africaines. L'OUA, en condamnant cette manifestation impérialiste des trois pays occidentaux, a réaffirmé vigoureusement son opposition au droit de veto et réclamé son abolition.

« C'est une des ironies de l'histoire, affirme son communiqué, que ce soient ces mêmes pays occidentaux qui ont cautionné l'occupation illégale de la Namibie par les Sud-africains, qui réclament maintenant du temps pour pouvoir négocier avec les occupants de la Namibie ! » « Ils devraient, au contraire, poursuit le texte de l'OUA, faire en sorte que la Namibie devienne un pays libre et uni sous la direction de la SWAPO que l'OUA et les Nations unies reconnaissent comme le seul représentant authentique du peuple namibien.

La justification du veto français a été faite de manière particulièrement scandaleuse devant le conseil de sécurité. Le porte-parole du gouvernement français a en effet estimé qu'il « n'y avait pas actuellement de situation de menace contre la paix en Namibie » et qu'il ne fallait pas « entraver le processus de diplomatie secrète » en cours.

Le gouvernement français a tenu à faire par la suite une « mise au point » : son veto aurait visé la « forme » du texte et non pas son fond. Pierre argument invoqué pour « justifier » une position honteuse, impérialiste qu'il nous appartient de dénoncer vigoureusement.

SAMEDI TOUS AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Un étage de foyer prévu pour l'habitation de 16 personnes transformé en dortoir pour 32 lits. Pour réaliser ce tour de passe-passe des panneaux de bois aggloméré, mal fixés de surcroît, divisent des chambres déjà petites en deux.

Le feu survient au 3e étage, en quelques instants les panneaux en bois sont enflammés et s'écroulent sur les lits des locataires. Pas d'escalier de secours, un signal d'alarme qui se déclenche avec 15 minutes de retard, le téléphone en dérangements sans possibilité de prévenir les pompiers autrement qu'en voiture : bilan 2 morts, une dizaine de blessés. Cela s'est passé au foyer Sonacotra de Villejuif il y a une semaine. Qui est responsable ?

Oui, nous accusons le capitalisme, les patrons et l'Etat de crime, d'homicide volontaire pour construire des foyers-cercueils où sont entassés des ouvriers immigrés.

Dans ces foyers, précisément destinés à des ouvriers étrangers, la bourgeoisie ne respecte même pas ses propres lois en matière de sécurité comme le prouvent les groupes d'architectes, de comptables et de juristes qui sous la direction du Comité de coordination des grévistes prendront la parole au meeting de samedi. C'est en connaissance de cause que l'Etat, divers fonctionnaires, des architectes, des municipalités (de « gauche » comme de droite) ont toléré et tolère cette implantation de foyers-prisons dont les cellules minuscules permettent à peine de trouver le repos mais risquent à chaque instant d'apporter la mort.

Camarades et lecteurs vous viendrez nombreux samedi au meeting des grévistes de la Sonacotra et

vous y amènerez des amis, d'autres travailleurs ; pas seulement parce que nous sommes révoltés et serrons les poings de rage devant des événements comme Villejuif mais aussi parce que le soutien aux grévistes est aussi pour nous une lutte politique contre l'ennemi de classe.

Le meeting du 23 octobre des grévistes de la Sonacotra sera un succès et l'en-

nemi de classe l'a bien compris. Outre les attaques nouvelles de la justice pour tenter d'intimider des grévistes par des saisies arrêt sur les salaires dans quelques foyers, et la recrudescence des activités policières autour des délégués des foyers on assiste à un renouveau des campagnes contre la grève de la part des révisionnistes et trotskystes.

(suite page 3)

SONACOTRA
Journée des travailleurs
immigrés en grève des
loyers depuis 21 mois
Samedi 23 octobre
de 10h à 17h
à la Mutualité
Paris : métro Maubert Mutualité
de 13h à 17h
Meeting-Débat

SEP, Cables de Lyon, Sanders

UNIS CONTRE LA REPRESSION

Mercredi 20 octobre, à l'appel des sections syndicales CFDT de la SEP (Bordeaux), CGT des Câbles de Lyon (Clichy) et CGT Sanders (Juvisy-Athis-Mons), avait lieu un rassemblement devant le ministère du Travail, pour protester contre la répression frappant plusieurs de leurs militants. Avec eux, des militants syndicaux d'une dizaine d'entreprises de la région parisienne étaient venus — au nom de leur section syndicale — soutenir le rassemblement — c'est d'ailleurs au même

moment que pas loin de là se tenait une autre manifestation, à l'ANPE du 15e.

Quant aux travailleurs de l'Administration centrale du ministère du Travail et de la Santé, ils ont manifesté leur soutien aux travailleurs en lutte à leur manière.

Voici de larges extraits de leur motion de soutien :

« Motion de soutien :

— aux travailleurs des Câbles de Lyon

— aux travailleurs de l'ANPE du 15e arrondissement et aux chômeurs

(Suite p. 5)

Giscard à la Réunion

Tournée colonialiste

Des promesses, toujours des promesses. Giscard n'a pas manqué à la tradition du colonialisme français au cours de sa première journée à la Réunion.

S'adressant aux jeunes — 60 % de la population réunionnaise a moins de 20 ans — il n'a pas craint de vanter « les chances supplémentaires de promotion » qu'offre la départementalisation. Mais il s'est bien gardé de parler de 50 000 chômeurs officiels de l'île.

Aux mères de famille nombreuse, il a promis « un complément familial » pour 1977. Mais il s'est bien gardé d'évoquer les avortements à la chaîne et la stérilisation quasi forcée pratiquée ici à l'initiative de Michel Debré qui applique à l'égard de la démographie à la Réunion, la politique exactement inverse de celle qu'il prône à grands cris pour la métropole.

Giscard a également sorti de son sac les habituels hochets qui sont de règle en pareille circonstance : promesse de 10 nouvelles piscines et d'un « centre sportif régional ». Chacun sait que le sport dans les colonies françaises est utilisé par la bourgeoisie comme un opium destiné à véhiculer « l'attachement » des populations opprimées à la métropole.

La claque était pauvrement orchestrée par Debré faisant accueillir l'envoyé des monopoles français aux sons ridicules et odieux d'une « Sega destin » : « Oh grâce à notre papa Giscard qui rend la vie si jolie, nous aujourd'hui on est pénard... »

L'opposition de « gauche » constituée par le PC réunionnais de Jacques Vergès et le PS réunionnais s'est contentée de diffuser un tract dénonçant « la politique de l'UDR », et revendiquant « l'autonomie ». Debré ne s'est pas fait faute de souligner dans son allocution que Mitterrand lui-même, au cours de la dernière campagne présidentielle, n'avait jamais remis en cause le statut départemental de la Réunion. C'est parfaitement exact : Mitterrand comme Marchais ou leurs compères locaux tous d'accord pour maintenir la domination coloniale française sous le masque de « l'autonomie ».

Par contre Giscard et Debré prennent leurs désirs pour des réalités quand ils affirment que toute « opposition séparatiste » a disparu de l'île.

La conscience grandit en effet parmi le peuple réunionnais qu'il existe une seule solution répondant à ses aspirations fondamentales : l'indépendance.

(Voir article p. 2)



Les travailleurs arrivent au ministère du Travail.

La Réunion

Exploitation du peuple et pillage de ses richesses

L'île de la Réunion, une des dernières places fortes du colonialisme français, demeure par sa place au cœur



de l'océan Indien un point d'appui stratégique dans cette zone qui voit s'exacerber tous les jours la rivalité des deux superpuissances.

Mais la Réunion, c'est d'abord l'exploitation et le pillage par l'impérialisme français de son peuple et de ses richesses. C'est ce que nous nous attachons à montrer dans cet article.

55 % de la population active au chômage

Une des manifestations caractéristiques de l'exploitation des peuples des colonies, c'est la ruine des paysans pauvres et l'exode d'une partie d'entre eux vers les villes. Mais l'exode ne donne pas du travail pour autant, les colonialistes et leurs laquais pratiquant avant tout le pillage des richesses, qui ici, sont essentiellement agricoles. Il n'y a pas d'industrie de transformation.

Seules les activités de commerce sont importantes, dans les ports notamment. Ainsi, l'emploi du secteur industriel est passé de 1961 à 1976 de 43 % à 21 %, et celui du commerce de 35 % à 61 %.

Sur une population active de 260 000 personnes, 55 % n'ont pas de travail. Et à la Réunion, les allocations chômage n'existent pas, montrant par là toute l'hypocrisie colonialiste dans l'appellation de «département» de l'île de la Réunion.

Sur 30 000 nouveaux chômeurs entre 1972 et 1975, 50 % sont allés vendre leur force de travail en France en émigrant. En outre, il faut encore savoir que le SMIC réunionnais s'établit à 887,35 F pour 173 heures — les prix étant aussi cher, sinon plus, qu'en France — tandis que le salaire minimum des fonctionnaires (beaucoup de Français) est de 3 038,60 F.

Le pillage de la production sucrière

Les «exportations» sont constituées à 95 % par des produits agricoles (246 millions de F en 1975) dont la canne à sucre ou le rhum représentent 95 %.

La production de sucre a atteint 225 600 tonnes en 1975 pour une récolte de près de 2 millions de tonnes de canne.

Le reste des exportations est constitué par des huiles «précieuses» (géranium surtout: 103 tonnes) et de la vanille verte (104 tonnes).

Voilà une manifestation claire de la politique impérialiste. Celle-ci, par une propagande démagogique et par des pressions multiples, pousse les paysans pauvres et moyens pauvres à abandonner les productions vivrières nécessaires à la nourriture de base, tandis qu'elle favorise la plantation de cultures industrielles pour l'exportation dans le pays dominant. Cette politique aboutit à la ruine des petits planteurs de canne à sucre (revenu annuel inférieur à 1 000 F) qui, soit vont à la ville chercher — vainement — du travail, soit vont se faire embaucher comme ouvriers agricoles chez les gros propriétaires fonciers.

Aujourd'hui, la Réunion importe plus de produits agricoles qu'elle n'en exporte, car elle n'est plus capable de subvenir à ses propres besoins alimentaires vitaux.

Ainsi, elle importe pour 335 millions de F qui couvrent à 78 % la consommation de viande bovine et 60 % de viande porcine, ain-

si que le poisson, les œufs, le sel, le riz, le café, les fruits, etc. Les exportations de canne à sucre et de sucre atteignent 224 millions de F.

Tout ceci démontre clairement que le pillage impérialiste aboutit à l'appauvrissement toujours plus important des colonies ou des pays encore dominés, alors que les pays riches s'enrichissent toujours plus.

Dans le contexte de la Réunion, tous les plans «d'aménagement», «d'industrialisation», etc., ne peuvent être que démagogie pour calmer la colère du peuple réunionnais qui lutte pour l'indépendance de la Réunion. Leur but ne vise qu'à masquer de nouvelles entreprises de pillage.

Liban

Cessez le feu général sur tout le pays

L'importance de l'accord conclu à Ryad entre les 5 chefs d'Etat arabes et le leader de l'OLP est confirmée par l'annonce simultanée d'une visite de Yasser Arafat en Syrie, qui a eu lieu hier mercredi, et l'acceptation du président Sadate d'une invitation à se rendre à son tour à Damas.

La Résistance palestinienne, le «mouvement national» et les phalangistes ont également annoncé un cessez-le-feu sur tout le Liban qui doit devenir effectif aujourd'hui jeudi.

Certes les provocations ne manqueront pas pour tenter de faire échouer l'espoir de cessez-le-feu et de négociations politiques qui se dessine au Liban.

Un représentant palestinien au Caire déclarait toutefois mercredi que si le cessez-le-feu était violé à partir de jeudi, «ce ne sera certainement pas de la faute de l'OLP ou des forces syriennes qui se sont engagées à le respecter scrupuleusement».

Mais la décision du sommet de Ryad de donner à une force arabe de dissuasion de 30 000 hommes un rôle actif dans l'application du cessez-le-feu devrait peser d'un poids très lourd en faveur d'un respect des engagements pris. Cette force, qui sera placée sous l'autorité du président libanais, ne pourra toutefois pas être opérationnelle avant une dizaine de jours. Mais dès maintenant les «casques verts» présents au Liban ont été chargés d'identifier les éventuels responsables de la poursuite des combats:

Le président Sarkis a par ailleurs chargé une commission composée de 3 officiers libanais et 3 dirigeants palestiniens, de se tenir en contact permanent avec lui à partir de jeudi matin afin de veiller à l'application de l'accord de Ryad en attendant l'arrivée des nouveaux «casques verts»

Italie

Grève des cheminots

Une grève des cheminots italiens a perturbé lundi le trafic ferroviaire dans tout le pays. Ils protestent ainsi avec énergie contre le plan d'austérité du gouvernement Andreotti qui rencontre la «compréhension» et le «soutien actif» du parti révisionniste italien.

Les trois grandes centrales syndicales CGIL (majorité communiste), CISL (démocrates chrétiens) et UIL (socialistes) ont condamné cette grève comme «démagogique et corporative». Ces centrales demandent pour leur part 30 000 lires d'augmentation de salaire pour les cheminots... en se gardant bien d'entamer la moindre action pour cela. Les cheminots sont entrés en lutte et revendiquent cent mille lires (700 F) d'augmentation par mois pour faire face à la hausse énorme du coût de la vie.

Cisjordanie occupée

condamnation des lycéens à Naplouse

Des peines de 3 à 6 mois de prison ferme ont été infligées à un certain nombre de lycéens de Naplouse récemment arrêtés pour avoir manifesté dans cette ville et lapidé des véhicules sionistes.

C'est le début d'une répression à grande échelle des autorités racistes et sionistes d'Israël qui viennent de faire savoir qu'elles adopteront désormais une «attitude plus ferme contre les fauteurs de troubles».

Le peuple opprimé de Palestine saura leur répondre comme il convient.

USA

LA COMBATIVITE DES OUVRIERS AMERICAINS

La presse et la télévision américaines consacrent une place énorme au duel des deux chefs de file des monopoles américains dans la course à la présidence. Ce n'est pas d'elles qu'il faut attendre, bien évidemment, des informations sur les revendications et les luttes du mouvement ouvrier américain, tous leurs phares étant braqués sur les exploités et non sur les exploités.

Ceux-ci pourtant impulsent à leurs luttes un nouvel essor, témoignent d'une profonde conscience de classe.

Bon nombre de négociations sur le renouvellement des conventions collectives ont été rompues à leur initiative, devant l'âpre résistance du patronat à leurs légitimes revendications salariales, et de nombreuses grèves ont éclaté.

Rien qu'au cours du premier semestre 1976, les USA ont connu 2 716 grèves mobilisant 1,5 millions d'ouvriers.

Elles ont fait perdre aux capitalistes monopolistes américains 16 560 000 journées de travail.

De la mi-juin à la mi-août, 105 000 mineurs, 60 % des effectifs total du pays, ont refusé de sortir le charbon. Le 7 juillet 300 000 employés des hôpitaux new-yorkais déclenchaient à leur tour la grève. Leur lutte a gagné rapidement les hôpitaux publics de la ville et 10 000 travailleurs les ont rejoints dans la plus grande grève des hôpitaux de l'histoire des USA.

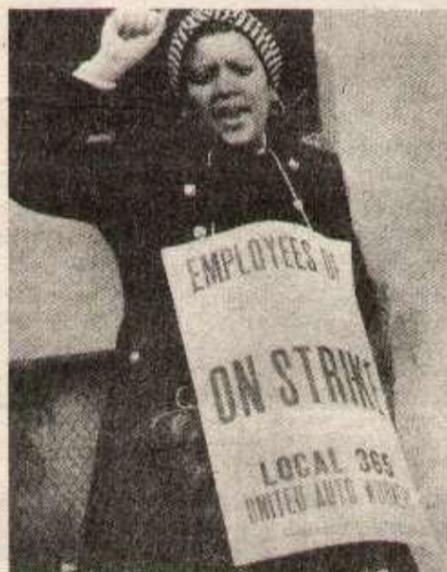
En septembre, 170 000 ouvriers des usines automobiles Ford et 12 000 travailleurs de la Transworld Air-lines déclenchaient également une grève d'ampleur nationale.

Les ouvriers américains s'épaulent mutuellement dans leurs luttes.

De nombreuses grèves ont duré très longtemps. La grève des ouvriers de l'abattoir de Milkauwee, n'a pris fin qu'en avril 1976 après 15 mois de lutte acharnée. Elle avait le soutien massif des couches populaires de la région.

La combativité manifestée par la classe ouvrière américaine a permis également une conscience plus claire du rôle joué par les bonzes syndicaux qui n'ont pas hésité, à maintes reprises, à collaborer avec la répression exercée contre les grévistes.

Les organisations de base dans le mouvement de masse ont manifesté un esprit très militant.



Les récentes grèves ouvrières ont mobilisé un nombre croissant de travailleurs.

C'est ainsi que la mobilisation sur des objectifs économiques a souvent été liée aux luttes politiques. Ces mots d'ordre avancés par des organisations révolutionnaires: «A bas l'impérialisme ! Opposons nous aux préparatifs de guerre des deux superpuissances»; «Fin de la discrimination contre les minorités nationales et les femmes», ont été de plus en plus fréquemment repris par des grévistes.

Le mouvement ouvrier américain qui se développe au fil d'une lutte de classe aiguë reflète le nouvel aveil des travailleurs qui, en dépit de toutes les difficultés, vont de l'avant sur la voie de nouvelles victoires.

nouvelles intérieures

Affaire Dassault

Un secret bien gardé

Bribes par bribes, on en apprend tous les jours un peu plus sur les mystères de l'affaire Dassault. Le constructeur d'avions milliardaire et son principal collaborateur, le général de Benouville, ont été entendus longuement hier par le juge d'instruction chargé du dossier de Vathaire.

Mais ils l'étaient seulement en qualité de «témoins» dans cette dernière affaire et non d'«acteurs» dans l'accusation portée contre eux d'avoir soustrait un milliard et demi de francs lourds au fisc.

Le ministère de l'Économie et des Finances semble se sentir quelque peu nerveux

dans ce scandale car il s'est dépêché de publier une «mise au point» sur cette affaire.

On y apprend avec intérêt que «les principales entreprises du groupe Marcel Dassault ont été régulièrement vérifiées par l'administration fiscale selon une fréquence de cinq à six ans, soit une moyenne supérieure à celle retenue pour les entreprises d'importance comparable».

Voilà déjà quelques sujets de réflexion. Cinq à six ans, ce n'est vraiment pas un rythme de contrôle très pesant pour les grosses sociétés qui brassent des milliards de chiffre d'affaire ! On aimerait par ailleurs savoir quelle est la moyenne «ordinaire» du rythme des contrôles fiscaux sur ces sociétés. Les petits artisans et commerçants victimes de

contrôles fiscaux écrasants et tracassiers apprécieront comme il convient le libéralisme qui entoure l'activité des trusts !

Ensuite, ces contrôles ont porté sur les «principales» activités du groupe Dassault. On voudrait bien savoir aussi ce qu'il en est des activités «secondaires», qui, quoique brassant également des millions, semblent échapper à tout contrôle.

Enfin, le ministère des Finances énumérant les sociétés Dassault qui ont fait l'objet de vérifications se garde bien de donner le résultat de ces enquêtes. On risque fort de rester sur sa faim d'informations dans cette affaire. L'appareil de l'État bourgeois au service des monopoles n'a pas pour habitude de chercher noise à ses patrons.

Foyers sonacotra

Samedi Tous avec les travailleurs immigrés

Suite de la p. 1

C'est comme au mois d'avril ou par exemple, au moment de l'arrestation de certains délégués par la police on a vu, le même jour à St-Denis 70 hommes de main du PCF, maire en tête, pénétrer dans le foyer Allende, non pour prêter main forte aux grévistes mais au contraire accuser leurs délégués expulsés de gauchisme et appeler à cesser la grève des loyers !

Cette fois, à La Courneuve, des bandes de colleurs d'affiches recouvrent systématiquement toutes les affiches d'appel au meeting de samedi avec du matériel PCF en laissant apparentes toutes les autres affiches, publicitaires comprises ! Des militants de la Ligue trotskyste du petit Marchais-Krivine tentent de prendre de force le contrôle de certains comités de soutien alors qu'on ne les y avait plus vus depuis des semaines et pour sortir des tracts contraires

à la ligne de comité de coordination des grévistes en tentant de placer la lutte à la remorque des objectifs de l'Union de la «gauche».

Tous ces efforts seront voués à l'échec si la bataille politique pour un soutien de

masse anticapitaliste et anti-révisionniste se poursuit.

En avant pour une action prolongée pour le meeting du 23 et au-delà.

SONACOTRA cèdera, vive la grève des loyers et le comité de coordination.

SOUSCRIPTION SONACOTRA

Sousc. Sonacotra A.P.	40,00 F	Le Gall Hervé Soutien aux immigrés	50,00 F
Anonyme Sud-Est	40,00 F	Pour la Sonac. des grév. du 7 oct. pour le sout. aux foy. Soutien à Sonac. collecte	80,00 F
E.E.	2,50 F	CDHR Audin	160,00 F
Sur vente de timbres	44,10 F	M. HSP	20,00 F
Un abonné partant au service militaire S.H.	50,00 F	HS Soutien aux Sonac.	155,00 F
Soutien à Sonacotra	50,00 F	Sousc. Sonac.	50,00 F
PVC pour la Sonac.	210,00 F	Des camarades de (48)	100,00 F
EE	2,50 F	L.A.	10,00 F
PP sousc.	20,00 F	M. AP	40,00 F
RF	270,00 F	CD J. Lahaut (collecte marché avec CFDT)	151,60 F
CES Fismes	55,50 F	CDHR J. Lahaut	80,00 F
Des trav. du bassin carrier de Courblanchier		Anonyme	13,00 F
Des bâtts de la 21 de Beaune		CD Semard NO	20,00 F
Des lycéens et employés de banque de Beaune	340,00 F	CD FMO	10,00 F
JS	50,00 F	PVC collecte	100,00 F
Pour aider les Sonac.		Anonyme	42,00 F
Mme CY	1 000,00 F		
JCK	70,00 F	19 octobre Total	3376,20 F
BC soutien Sonac.	50,00 F		

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

Bilan de 5 mois de lutte pour la libération de Romain Le Gal (2)

Compter sur ses propres forces

Les comités de soutien ont développé leur propre propagande face au silence de la presse bourgeoise de droite comme de «gauche». Celle-ci s'est en effet livrée à un boycott de l'information autour de la détention scandaleuse de notre camarade.

A deux reprises, des conférences de presse ont été organisées à Paris, l'une par l'Humanité rouge, l'autre par la coordination. C'est par le silence que les organes d'information de la bourgeoisie ont répondu.

Et quand la presse en parlait — comme «Libération» — c'était pour calomnier, insulter et diviser les comités de soutien.

En ce qui concerne la presse locale (Liberté du Morbihan, Ouest-France, Télégramme) il faut souligner la volonté de certains journalistes progressistes d'avoir respecté les faits, d'avoir dit qui était Romain et pourquoi il était en prison.

Quant à Ouest-France, ce journal a souvent entretenu volontairement la confusion en faisant l'amalgame avec un militant breton inculpé de reconstitution du FLB (André Le Gal).

Forts de cette expérience, les comités de soutien ont développé une propagande autonome par de multiples tracts, communiqués, conférences de presse, bulletins d'information, diffusion sur les entreprises, les

marchés, dans les syndicats. Les deux rassemblements réalisés à Lorient (15 mai et 11 juillet) indépendamment des révisionnistes, sur des bases de classe, sont une preuve que nous pouvons mobiliser les travailleurs en comptant sur nos propres forces.

Les rapports avec les organisations syndicales et politiques

Les comités de soutien ont toujours gardé le contact avec les sections d'entreprise et les syndicats professionnels ainsi qu'avec les Unions locales.

Là aussi, il y a eu deux camps. Le camp de la classe ouvrière et de ses alliés. Le camp de ses ennemis.

Le camp de la classe ouvrière et de ses alliés a eut le soutien de nombreuses sections syndicales, surtout CFDT, tant à Lorient et la région que sur le plan national.

Citons localement : section CFDT des communaux de Lorient où le camarade Romain Le Gal est délégué, sections CFDT, CGT, FO (à l'initiative de la CFDT) de l'hôpital Bodélio de Lorient, section CFDT-CGT des ateliers centraux PTT qui a tiré un tract intitulé «A propos de l'arrestation de militants et sympathisants du PCMLF», syndicat CFDT bâtiment construction bois, SGEN-CFDT, l'Union locale

CFDT d'Hennebont qui a appelé au 15 mai.

Dans le camp des ennemis, on retrouve les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT. Guillemot, membre de la commission de contrôle financier du PCF, a prononcé un discours lors d'un meeting des organisations de «gauche» (le 1er et le dernier).

A aucun moment, il n'a dit les motifs des inculpations. Par son refrain sur la répression du pouvoir, il ne visait qu'à récupérer le mécontentement des travailleurs pour vendre son «programme commun».

Les marxistes-léninistes ont dénoncé la manœuvre le jour même du meeting en expliquant pourquoi les dirigeants du PCF et de la CGT étaient de faux défenseurs des libertés. Pendant toute la détention de notre camarade, les dirigeants CGT ont fait planer des doutes dans l'esprit des adhérents de base, en lançant des ragots et des calomnies contre les marxistes-léninistes : «Ce sont des gauchistes, des fascistes (sic) qui font le jeu du pouvoir, etc.»

La position de la CFDT

Dans un premier temps, les responsables de l'UL et de l'UD ont réagi immédiatement, poussés par l'indignation des militants de base qui exigeaient qu'un soutien soit organisé (prêt de locaux, participation au

comité de soutien).

Dans un deuxième temps inquiète de l'influence du comité de soutien et soucieuse de sauvegarder l'unité avec la CGT, la CFDT s'est retirée de la lutte, espérant par là isoler le comité de soutien en le discréditant auprès des militants de base. Ainsi, la CFDT écrit dans son bulletin local «Combat syndical» de mai 1976 : «L'Union locale s'est refusée à cette occasion de tomber dans la solution de facilité qui consiste à soutenir une action engagée de l'extérieur, sans analyser le risque d'un glissement ou d'une manipulation...»

Nous disons que les dirigeants de la CFDT se sont trompés, car malgré ses déclarations «d'inconditionnels de la solidarité ouvrière», la CFDT a cédé le pas à ses intérêts politiques. Mais les interrogations de nombreux militants de base et les prises de position autonomes de sections syndicales montrent qu'il existe une lutte de ligne, une lutte de classes au sein de la CFDT.

Les marxistes-léninistes doivent tirer de tout cela la leçon qu'il ne faut pas chercher de compromis avec les directions révisionnistes et ceux qui les suivent, mais impulser une mobilisation à la base et dans l'action, sur des positions de classe, dans les syndicats professionnels, les sections d'entreprises.

(A suivre)



SOUTIEN AU GREVISTES DE LA SONACOTRA

Nous avons entrepris de populariser de façon unitaire avec l'Union locale CFDT la lutte des travailleurs habitant les foyers Sonacotra. Dimanche dernier nous avons ainsi diffusé au marché en 3 points avec 3 panneaux comportant l'affiche qui appelle au meeting, la plate-forme revendicative, et le récit de l'incendie de Villejuif au foyer. A chaque panneau une camarade disait la pétition et expliquait la nécessité d'une solidarité de classe avec les travailleurs de la cité Sonacotra. Nous avons recueilli 150 francs de souscription ce qui est très encourageant. Des marxistes-léninistes de Bretagne/Orge.

Lettre des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge de Lorient au Comité de coordination

Camarades,
Le 23 octobre une délégation des communistes marxistes-léninistes de Lorient, se rendra à la Mutualité pour soutenir votre lutte haie par la bourgeoisie et ses valets, mais chère au prolétariat révolutionnaire de France.
Vive la lutte des Sonacotra !
Français, immigrés, même travail, même droit !

Le Comité de soutien d'Angers à Romain Le Gal et aux inculpés de Lorient annonce qu'il participera et appellera à participer au meeting des travailleurs immigrés de la Sonacotra du 23 octobre à la Mutualité. D'ores et déjà, il envoie la somme de 155 francs collectée dans le Comité et fait circuler les pétitions pour le retour des 18 délégués. Vive la lutte des travailleurs de la Sonacotra. Français, immigrés, même patron, même combat !
Le Comité d'Angers de soutien à Romain Le Gal et aux inculpés de Lorient

Le 7 octobre à Angers



Santé-services sociaux

Le mouvement des travailleurs en formation va de l'avant

Il y a plusieurs mois, à la suite d'une rencontre nationale, des employés marxistes-léninistes travaillant dans le secteur hospitalier (infirmières, ouvriers, sage-femmes, ou médecins, élèves ou non) et dans le secteur social (éducateurs, assistantes sociales...) avaient adopté un projet de statut des travailleurs sociaux en formation. Ce projet devait servir de cadre à une mobilisation et à un travail d'agitation et de lutte idéologique au sein des masses profondément mécontentes de la division et des conditions d'étude ou de travail régnant dans leur secteur.

Ce projet qui présente certains points de convergences avec celui de la fédération CFDT santé a d'ores et déjà suscité discussions, critiques à la base, ce qui est indispensable à une juste élaboration de mots d'ordre, objectifs et moyens d'action correspondant à la volonté des masses. Les réactions hostiles au contenu idéologique et politique de ce projet sont un encouragement aux travailleurs conscients à poursuivre dans cette voie.

Le mouvement organisé au niveau local, régional et national pour l'obtention d'un statut et d'un salaire ne cesse de prendre de l'importance.

De plus en plus nombreuses sont les élèves-infirmières et les infirmières (pour ne citer qu'elles) qui apportent leur soutien à notre statut et proposent des amendements pour l'enrichir.

Cela est évidemment un résultat extrêmement positif dont l'ampleur n'échappe à personne.

Beaucoup se réjouissent. D'autres, peu nombreux, s'en inquiètent. Des «ami(e)s qui nous veulent du bien» vont même jusqu'à nous conseiller de nous méfier des stagiaires qui sont favorables à un tel statut et nous incitent à demander un statut d'étudiant.

Une association, l'ANFIIDE (1), qui ressemble beaucoup au monstre du Loch Ness dans la mesure où on en entend beaucoup parler mais où on ne la voit pas souvent, fait même de cette affaire son cheval de bataille.

Comme pour paraître sérieux ces gens-là (qui ne sont pratiquement jamais des élèves-infirmières) ont besoin d'un semblant d'argumentation, on entend depuis des mois le leitmotiv suivant :

«Quand vous serez payé(e)s, vous n'aurez plus qu'à obéir à la direction de l'hôpital qui vous fera travailler comme ASH (2) ou comme aide-soignant(e). La direction de votre école n'aura plus aucun moyen d'assurer convenablement votre formation».

«Vous ne pouvez demander un statut de travailleur en formation car vous n'êtes pas des OS. Vous avez un niveau supérieur à

eux (sic !).»

«Vous n'avez pas intérêt à demander un tel statut. Un statut d'étudiant vous sera plus favorable».

Qu'en est-il exactement ?

1) Reprenons d'abord le premier argument. On pourrait discuter longtemps sur la qualité de la formation que nous recevons (ex. : est-il normal que nous ne voyons nos moniteurs et nos monitrices dans les services que lorsque ceux-ci ont besoin de nous noter ?) mais on ne pourra, avant, qu'admirer la faiblesse de l'argumentation qu'on nous propose.

Prétendre que notre statut entrainera un asservissement des élèves-infirmières par l'hôpital est ridicule pour plusieurs raisons : tout d'abord, nous avons précisé noir sur blanc dans notre statut que «en aucun cas les stagiaires ne pallieront le manque de personnel dans les services».

Certes, il serait extrêmement dangereux pour notre formation de demander un salaire sans exiger dans le même temps la reconnaissance de notre statut car cela serait laisser la porte ouverte à tous les abus !

Or faisons-nous une telle chose ? Non ! Nous demandons un statut et un salaire car pour aller de l'avant il faut, selon l'expression populaire, «savoir marcher sur ses deux jambes». Et c'est exactement ce que nous faisons en demandant les deux !

2) Ensuite, on nous dit que nous ne sommes pas des travailleurs et que nous ne pouvons donc pas demander un statut de travailleurs en formation.

Pourquoi ? Simplement parce que, d'après ces gens qui méprisent profondé-

ment les ouvriers, nous aurions «un niveau de qualification supérieur aux travailleurs des usines». Cela, c'est évidemment le raisonnement de personnes qui connaissent bien mal le monde ouvrier et pour qui le mot «formation» est synonyme de «connaissance livresque».

Mais est-ce bien sérieux ?

Qu'est-ce en effet qu'un travailleur ? C'est une personne qui fournit un travail socialement utile (ce qui, évidemment, n'est pas le cas de tout le monde).

Ne fournissons-nous pas un travail socialement utile et cela dès les premiers jours c'est-à-dire dès que nous étudions en théorie des soins de base (nursing, règles d'asepsie, etc.) et dès que nous mettons nos connaissances en pratique ?

D'ailleurs, qui osera prétendre que l'hôpital ne reconnaît pas cela en facturant les soins que nous faisons (ex. les pansements aux urgences) ? N'est-ce pas la meilleure preuve de la légitimité de nos revendications ?

3) Enfin, que nous apportera un statut d'étudiant (qui exclut automatiquement tout salaire) ? Des réductions pour aller au cinéma ? Peut-être !

«Etre attaqué par nos ennemis est une bonne chose»

Comme le montre le peu de sérieux de l'argumentation des adversaires du statut de travailleurs en formation, ces gens — déjà peu nombreux — ont un mal fou à contre-carrer l'avancée de nos propositions. Résultat : ils s'affolent !

Certains (comme la CGC qui pense qu'il vaut mieux reboucher les lézards avant que l'édifice ne s'écroule sous les coups de butoir des travailleurs en formation de la santé) vont même jusqu'à reconnaître que nous sommes exploités et que le statut de travailleurs en formation exerce un certain «attrait».

Il est d'ailleurs curieux (et amusant) de constater que ces gens ont une peur viscérale de notre statut (leur politique peut se résumer à «tout sauf le statut de travailleur en formation») ; par là, ils reconnaissent que la victoire de notre mouvement apporterait des «germes de contestation» dans les hôpitaux, ce qui évidemment leur est insupportable.

L'ANFIIDE, quant à elle, fait de la surenchère —

«Dans tous les services dans lesquels les élèves infirmières sont affectés au cours de leur formation pratique, il doit y avoir, à tout moment, au moins une infirmière diplômée qui puisse assurer la surveillance, et suffisamment de personnel d'autres catégories pour éviter que l'étudiante se voie confier des tâches sans valeur éducative pour elle» (1). Ainsi utilisées comme personnel d'appoint appréciable, et à peu de frais, il est facile de comprendre l'attrait qu'exerce chez les élèves infirmier(e)s le statut de «travailleur en formation» que leur propose la CFDT. Nous savons que l'objectif poursuivi par cette centrale syndicale ne peut rejoindre le notre qui est d'exiger une solide formation de base pour la profession.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'Association Nationale Française des Infirmières et Infirmiers Diplômés et Elèves organise en 1976 son 42ème Congrès National à LA BAULE du 14 au 17 octobre 1976.

J'attacherais beaucoup de prix à ce que les infirmières des hôpitaux puissent participer à ce Congrès.

Je vous demande, en conséquence, de bien vouloir inviter les directeurs d'établissements à faciliter dans la plus large mesure possible le déplacement à la Baule de leurs infirmiers (ères).

par S. Weil (ministre de la Santé) interposée — en proposant aux élèves-infirmières d'élire des délégués qui iraient tous frais payés à leur congrès.

Voilà où en sont réduits les réactionnaires qui n'hésitent pas à piocher dans la caisse des hôpitaux destinée à la formation professionnelle du personnel pour financer leurs activités.

Mais là encore on peut d'ores et déjà parier que cette tentative échouera pitoyablement comme l'annonce le fait que certaines écoles ont purement et simplement boycotté cette élection.

Le mouvement des travailleurs en formation va de l'avant ! Rien ne pourra

l'arrêter ! Ce sont ces mêmes travailleurs qui demain, forts de leur expérience, commenceront à exercer leur profession en ayant déjà une connaissance du monde ouvrier, une conscience de classe, qui promet à la bourgeoisie des lendemains qui déchantent.

Un travailleur en formation marxiste-léniniste
Correspondant HR Anney
30/9/76

Notes :

(1) Association nationale française des infirmières et infirmiers diplômés et élèves (association contrôlée par la hiérarchie hospitalière et administrative, corporatiste, et pour la collaboration de classe.
(2) Aide-soignant(e) hospitalier.

LE STANDARD OCCUPE CHEZ MAS

Les ouvrières de l'entreprise de confection MAS, à Toulouse, bouclent aujourd'hui leur première semaine de grève. C'est en effet vendredi 15 octobre qu'elles ont déclenché leur lutte notamment sur des questions de salaire.

Lundi, les ouvrières exigeaient du PDG de l'usine qu'il rentre de Paris pour lui faire accepter leurs revendications.

Comme il s'y refusait, les ouvrières ont décidé d'occuper le standard de l'entreprise. Le PDG ne pouvait accepter que le standard soit ainsi bloqué : si la situation s'était prolongée il aurait perdu ses clients mis dans l'incapacité de passer leurs commandes. Aussi mardi soir, revenait-il de Paris.

Il persiste cependant à refuser toutes les revendications des grévistes. Aussi la grève continue-t-elle. Les ouvrières sont bien décidées à lutter jusqu'à l'obtention de leurs revendications.

Correspondante HR.

QUAND VOUS

AVEZ LU LE

QUOTIDIEN

NE LE JETEZ PAS !

DONNEZ-LE

OU AFFICHEZ-LE !

Dans deux entreprises privées travaillant sous contrat avec les hôpitaux publics

Les travailleurs sont en grève

Depuis le jeudi 14 octobre une grève est déclenchée dans l'entreprise privée, la Sodexho, qui assure les repas aux malades et au personnel du Centre hospitalier universitaire Latouche de Marseille.

Les travailleurs de la Sodexho refusent les mauvaises conditions de travail, et la division du personnel entretenue par la direction au moyen des avantages sociaux et de la grille de classification.

Ils demandent notamment : à travail égal salaire égal, et 1 700 francs minimum de base, une indemnité hospitalière de 250 francs par mois, deux dimanches libres par mois, et l'augmentation de leurs effectifs.

La grève s'étend dans plusieurs restaurants Sodexho de la région marseillaise.

A L'HOPITAL HENRI MONDOR DE CRETEIL

A l'hôpital Henri Mondor de Créteil, dans le Val de Marne, les travailleurs de l'entreprise Clarté sont en grève depuis le 15 octobre. Clarté est une entreprise privée qui travaille sous contrat avec cet hôpital de l'Assistance publique.

Les travailleurs employés par Clarté sont chargés du nettoyage de l'hôpital. Tout est fait pour qu'ils aient le moins de

contacts possible avec le personnel hospitalier : réfectoires séparés, surveillance par des petits chefs, etc.

Ils touchent des salaires de misère 1 300 francs par mois ! Le repos hebdomadaire est un luxe, car il n'est pas payé, ce qui explique d'ailleurs que la majorité de ces travailleurs n'en prenaient pas jusqu'à présent.

Les travailleurs de Clarté ne sont pas vaccinés comme le sont les travailleurs hospitaliers pour éviter les éventuelles contagions. Ils doivent d'autre part assurer eux-mêmes tous les jours le nettoyage de leurs blouses ou de leurs bleus de travail !

Tout cela explique que ces travailleurs soient aujourd'hui en lutte pour 10 % d'augmentation pour leurs salaires, la protection sanitaire, le droit à la formation.

La solidarité commence à s'organiser avec la contribution des sections syndicales CGT et CFDT, car des menaces de licenciement collectif pèsent sur les travailleurs, liées officiellement à une menace de rupture du contrat entre Clarté et l'hôpital.

La détermination des travailleurs fera céder les patrons de Clarté.

Correspondant HR



la France des luttes

Allibert (Grenoble)

Agriculture

A qui sert le remembrement ?

Le remembrement des terres a toujours été justifié par la bourgeoisie comme «nécessaire au développement et à la modernisation de l'agriculture». Autrement dit, les agriculteurs petits et gros en profitent au même titre. Le remembrement consiste à regrouper les terrains pour limiter l'éparpillement des exploitations sur le canton ou la commune, donc éviter les transports pour les bêtes, et faciliter l'accès aux machines.

Seulement cela, c'est la théorie. La pratique du remembrement depuis plus de quinze ans en France a montré au service de qui il était dans le régime capitaliste : au service des gros et de la concentration agraire capitaliste.

C'est ce que nous expliquent très concrètement nos camarades paysans de la région du Perche dans l'Orne dans la lettre qu'ils nous ont envoyée.

Dans une commune du Perche dans l'Orne, le notaire est maire et les conseillers sont en général de gros propriétaires fonciers. Ils se sont toujours opposés dans leurs propos au remembrement. Cependant quelques gros paysans ont besoin de regrouper quelques terrains. Ils ont donc fait appel à un agent foncier de la chambre d'agriculture pour pratiquer l'échange amiable. Les échanges ne se font que si les propriétaires concernés sont d'accord. Dans ce cas trois personnes sont concernées. Dans l'affaire les 2 gros paysans se servent dans les champs du petit paysan qui lui est locataire pour avoir (comme ils disent) de beaux champs rectangulaires où ils peuvent labourer rapidement avec leur gros tracteur 4 roues motrices. Le petit paysan se voit attribuer de la terre forte en remplacement de terre douce, des petites parcelles où il faudra raser plus de 2 km de haies pour avoir des parcelles correctes ; de plus il y a un fossé, dans le milieu du champ, qui sert à l'écoulement de l'eau ; en pé-

riode humide, il devra le boucher.

Voilà le travail que lui imposent les deux gros paysans capitalistes. Le petit paysan a 55 ans et a déjà trop travaillé, il est handicapé (il souffre des articulations des genoux qui sont usés) ; l'agent foncier est venu le harceler plusieurs fois pour le convaincre et le faire signer.

Ayant toujours refusé, il fut convoqué tout seul devant le conseil municipal et les 2 gros paysans. Sa femme n'est pas allée à la convocation. Elle disait : «Je ne pouvais pas y aller, on se serait moqué de moi».

En effet dans notre société capitaliste, la femme n'est pas reconnue pour son travail, elle a encore moins le droit de s'exprimer. Cependant sa révolte est grande et elle est consciente des différentes classes dans la commune.

Le paysan raconte : «Pendant 3 heures, j'étais devant un vrai tribunal. Y en a qu'un qui m'a soutenu, c'est le père D... (un paysan ouvrier). Tout d'abord ils m'ont présenté les plans en me disant : «T'auras de plus beaux

«champs, ça fait quand même mieux «et puis si ton gars reprend la ferme, «il pourra remettre tout en culture.» Comme je refusais toujours, il me disait : «T'y mets de la mauvaise volonté, tu es arriéré !»

Puis, la prise de possession des terres devait se faire au 1er novembre. L'agent foncier disait : «Alors M. X... «pourra labourer dans votre champ la «semaine prochaine». Je m'y suis opposé et j'ai obtenu que tout soit reporté à l'année prochaine. Le lendemain matin, je suis allé le labourer de bonne heure pour y semer de l'orge. Vu mon entêtement et ma résignation à ne pas signer, l'agent foncier qui est payé au nombre d'hectares remembrés se fâche : «De toute façon, vous n'avez rien à dire, le propriétaire est d'accord».

Je me sentais complètement écrasé, alors je disais «n'importe quoi» : «Le remembrement c'est pour les gros, les petits vous ne voulez plus les voir, vous voulez les écraser, avec vos gros tracteurs vous ne pouvez plus vous arrêter, dans dix ans vous l'avez ma ferme». Enfin je ne disais pas n'importe quoi, je disais la vérité!

Mais c'est que l'agent foncier m'a menacé : «Monsieur, nous pouvons vous attaquer pour diffamation etc.» Alors je n'ai plus rien dit, mais je n'ai pas signé.

C'est à nous, travailleurs de la terre, de nous organiser pour lutter contre l'exploitation que nous font subir les paysans capitalistes. Ici, pour le petit paysan, les différentes classes paysannes ont été mises au grand jour, et c'est très positif.

Des paysans du Perche.

LES TRAVAILLEURS RELEVANT LA TÊTE

L'usine Allibert de Grenoble emploie 1 000 personnes dont 600 ouvriers (40 % d'immigrés). Elle fabrique les fameuses armoires de toilette et d'autres articles en plastique (pièces industrielles pour l'automobile).

Le directeur d'Allibert a une longue tradition de répression et de division des travailleurs (par l'intermédiaire de son syndicat CFT, créé après Mai 1968, à la suite de la constitution d'une section CGT). Aussi les travailleurs pendant longtemps n'ont pas osé lutter, d'autant moins que la direction révisionniste de la section CGT n'était pas combative.

En 1973, une section CFDT a réussi à se constituer autour de quelques éléments combattifs, malgré la répression patronale et les manœuvres des révisionnistes de la CGT.

Depuis, les travailleurs ont peu à peu appris à relever la tête : les mouvements de grève ont eu lieu en septembre 1974 et novembre 1975, principalement pour la réduction du temps de travail, et aussi les salaires et l'indemnisation des congés maladie. Mais dans l'ensemble, les mots d'ordre nationaux ont toujours été peu suivis.

Le 7 octobre, sous l'impulsion de la CFDT, la grève nationale a été largement suivie. La CGT, où les éléments révisionnistes ont perdu de l'influence, s'associe au mouvement dès le début. Des assemblées générales ont lieu dans les différentes équipes qui décident de continuer la lutte en débrayant 2 heures chaque

jour. Les principales revendications sont : 150 F pour tous ; salaire minimum à 2 000 F ; intégration de la prime de rendement pour les travailleurs immigrés qui vont en vacances dans leur pays ; et des revendications spécifiques à chaque équipe ou secteur de production.

Des assemblées générales ont lieu après chaque débrayage pour reconduire l'action.

Au début le mouvement de grève est plus faible que lors de la grève du 7. C'est au moulage (cœur de la production de l'usine) qu'il est le plus fort : 50 % des travailleurs débrayent. Mais il a tendance à se renforcer dans les autres ateliers ; l'atelier de la mécanique, qui était resté à l'écart jusqu'à présent, entre à son tour dans l'action.

Dans un premier temps, la direction a sorti une note pour désamorcer la combativité (rappel de l'évolution des salaires, du temps de travail, de l'indemnisation maladie depuis un an).

Ça n'a pas réussi ; le 15, elle a été contrainte de sortir une autre note, menaçant de porter plainte contre certains délégués pour entrave à la liberté du «travail» ; car les travailleurs les plus déterminés circulent en cortège dans les ateliers pour entraîner les autres.

La direction jusqu'à présent ne veut pas remettre en cause son «plan social 1976» et ne veut discuter des revendications que pour préparer celui de 1977, c'est à dire en décembre.

Mais les travailleurs ne veulent pas faire les frais de la crise du capitalisme. Ils sont décidés à poursuivre la lutte.

«Tous unis nous vaincrons»

Correspondant HR

SEP, Câbles de Lyon, Sanders

UNIS CONTRE LA REPRESSION

Les travailleurs des ministères du Travail et de la Santé et les syndicats CGT et CFDT de l'Administration centrale protestent :

— contre les autorisations de licenciements accordés au patronat par le Ministère du Travail malgré l'avis contraire de l'inspection du Travail et contre la répression qu'il autorise dans les entreprises, en licenciant les délégués syndicaux et les délégués du personnel.

En particulier aux Câbles de Lyon, nous demandons



la réintégration du délégué CGT et le non-licenciement des 2 délégués du personnel conformément à l'avis de l'inspecteur du Travail.

Nous soutenons également les 23 travailleurs de Bourgogne électronique, ceux de la SEP qui subissent la même politique arbitraire.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique «d'aide aux chômeurs» et de la politique dite «de l'emploi», nous dénonçons la dégradation des conditions de travail dans les agences pour l'emploi. En effet, l'incendie à l'ANPE du 15e arrondissement survenu il y a maintenant 15 jours montre dans quelle sécurité se trouvent les chômeurs et le personnel dans de nombreuses agences (...)

Les campagnes démagogiques du gouvernement pour la revalorisation du travail manuel, sur l'opération M: Emploi ne trompent personne.

Par son ministre du Travail, c'est le même gouvernement qui licencie, qui ne respecte pas pour son personnel les normes de sécurité qu'il est censé faire appliquer, qui développe une politique de chômage.

C'est pourquoi, nous soutenons les deux manifestations qui auront lieu mercredi, celle des travailleurs aux Câbles de Lyon, celle des personnels de l'ANPE et des chômeurs parce qu'elles visent à mettre en cause une même politique.»

La section syndicale CFDT de Carbone-Lorraine à Gennevilliers avait apporté aussi une motion de soutien.

Des représentants des entreprises présentes ont été reçus par un sous-secrétaire de Beuillac, ministre du Travail.

En attendant le retour de leurs camarades, de nombreux mots d'ordre étaient lancés : «Non à la répression, oui aux revendications», «SEP, Sanders, Câbles de Lyon, non à la répression», «La répression nous l'écraserons», «Français-Immigrés même patron, même combat»... et à plusieurs reprises fut chanté — poing levé — «l'Internationale», ainsi que «La Jeune garde», d'autres chants révolutionnaires étaient retransmis par haut-parleurs.

Comme on pouvait s'y attendre, l'entrevue avec le sous-secrétaire n'a rien apporté de nouveau. Pour les Câbles

de Lyon, la réponse devrait être donnée le 23 octobre en ce qui concerne Daddamoh et Bouhadite. Pour la SEP et Sanders, l'affaire n'est pas classée dans le même service» soi-disant, alors il ne sait rien !

Les travailleurs se sont dispersés en lançant : «Ce n'est qu'un début continuons le combat !»

education

COMMUNIQUE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE L'ÉCOLE NORMALE DE SAVENAY — LOIRE-ATLANTIQUE

Les actions menées par les enseignants, élèves, parents d'élèves au niveau de l'éducation nationale se situent le plus souvent en cette rentrée 1976, au niveau du surplus d'effectifs, au niveau du manque d'enseignants.

Les écoles maternelles et primaires sont surchargées, dans le secondaire de nombreux cours ne peuvent être réellement assurés, en particulier ceux d'éducation physique, discipline délibérément laissée pour compte.

Dans le même temps de nombreux auxiliaires restent

en chômage. Au niveau des écoles normales, le recrutement en formation professionnelle croît et parallèlement, le personnel enseignant des écoles normales n'augmente pas. Supprimer le recrutement d'instituteurs remplaçants et favoriser celui d'instituteurs en formation professionnelle suppose que les moyens d'une véritable formation de ceux-ci soient assurés.

A l'école normale de Savenay (Loire-Atlantique), depuis la rentrée les normiens, remplaçants instituteurs recyclés et professeurs ont entamé une action

visant en premier lieu à la création d'un poste d'éducation physique (un professeur pour 432 heures rien qu'en formation initiale).

Face à cette action, l'inspection académique et le Rectorat refusent de prendre en compte ce problème imminent sous prétexte de l'impossibilité budgétaire d'une création de poste.

Notre situation n'étant pas isolée, la lutte doit se poursuivre pour une formation réelle des futurs enseignants et pour la formation continue.



Les travailleurs immigrés et le logement (3)

Le but du PCF : faire mieux que le pouvoir dans le contrôle des travailleurs immigrés

Loin de dénoncer la politique d'immigration pour ce qu'elle est, du néo-colonialisme, le PCF veut la perfectionner pour mieux la mettre au service des monopoles.

Nos lecteurs savent comment il a tenté de briser la lutte des foyers Sonacotra en faisant signer par-dessus la tête des grévistes des accords de trahison. Refusant ces accords avec indignation, le comité de coordination des foyers en grève a dénoncé publiquement le PCF comme un ennemi des travailleurs immigrés.

Comme le reste de sa politique, ces manœuvres du PCF ont pour but de préparer son accession au gouvernement bourgeois : voyons donc comment, s'il arrive au pouvoir, le PCF entend s'occuper du logement des immigrés.

Sous prétexte de lutter contre l'immigration clandestine, le PCF propose de renforcer le contrôle des immigrés, de façon à les « fixer » en France. Sa « proposition de loi instituant un statut démocratique et social des travailleurs immigrés » propose des « réformes démocratiques » qui « correspondent à la compréhension et à la reconnaissance que les immigrés sont en droit d'attendre en retour de leur contribution au développement économique de notre pays. Elles permettent de fixer de façon plus stable la main-d'œuvre immigrée qui se trouve actuellement en France. Elles correspondent à l'intérêt national ». En fait à l'intérêt du capital, compréhensif et reconnaissant.

QUAND LES PATRONS LOGENT LEURS IMMIGRÉS

Pour fixer les immigrés le PCF propose que les patrons

logent tous les travailleurs immigrés qu'ils emploient : « Tous les contrats de travail sur la base desquels sont recrutés et introduits en France les travailleurs étrangers doivent préciser la nature du logement (les conditions d'hygiène et de chauffage) et le prix du loyer que l'employeur mettra obligatoirement à la disposition du travailleur », dit la « proposition de loi relative au logement des travailleurs immigrés », article 6. Lier obligatoirement le contrat de travail et le logement, c'est un système qui permet depuis longtemps à des boîtes comme Citroën de faire pression sur leurs ouvriers : « Si tu n'es pas content, non seulement tu vas perdre ton travail, mais aussi ton logement ». Le même système est employé à grande échelle en Afrique du Sud (Azanie). Le PCF veut le généraliser en France, et il critique Citroën de ne pas en faire assez : « Le groupe Citroën, qui emploie 15 000 manœuvres et OS venant de pays étrangers, n'en loge qu'un dixième dans ses foyers d'hébergement ».

METTRE LA MAIN SUR LE FAS

Les logements « mis à la disposition » des immigrés seront financés par le FAS, Fonds d'action sociale, que le PCF ne veut pas supprimer, mais seulement « démocratiser », c'est-à-dire gérer en faisant entrer des hommes à lui dans son conseil d'administration : « Pour permettre aux principaux intéressés de participer directement à son action, déclare-t-il, le FAS ne peut être géré démocratiquement sans une large participation des syndicats ouvriers les plus représentatifs, des conseillers municipaux et des conseillers généraux choisis parmi les élus des communes et des départements intéressés ». En somme, les principaux intéressés, ce ne sont pas les travailleurs immigrés, mais les bonzes syndicaux et les zélus des « circonscriptions ouvrières » qui vont entrer au conseil d'administration du FAS, ce qui permettra au PCF de le contrôler.

RENFORCER LE MONOPOLE D'ÉTAT DU FAS

Le PCF trouve que le FAS n'en fait pas assez pour exploiter les travailleurs immigrés par le logement. « A ce jour, seulement un travailleur sur 200 a pu bénéficier d'un lit financé par le FAS », déplore-t-il. Les « bénéficiaires » en grève des foyers Sonacotra apprécieront...

Comment donc accroître les capitaux du FAS ?

1) Le PCF qui n'est jamais en mal de démagogie quand il s'agit de saper les possibilités de défense nationale propose de verser à son budget des fonds qui « proviendront exclusivement des crédits affectés aux secteurs improductifs dans le budget général (dépenses relatives à la force de frappe atomique notamment) ».

2) Les pays d'immigration sont contraints par les séquelles du colonialisme ou la crise économique à laisser leurs travailleurs aller engraisser les monopoles français. Mais pour le PCF ce n'est pas assez : il veut en plus faire payer les pays d'immigration pour loger leurs ressortissants : « Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi, le gouvernement français engagera des négociations avec le gouvernement des pays d'immigration en

vue de conclure des conventions bilatérales ou multilatérales assurant la participation de ces États au financement des opérations de logement de leurs ressortissants qui travaillent en France ».

3) La liste des ressources du FAS établie par le décret du 23 avril 1959 (qui confirmait le pillage des allocations familiales des immigrés) est complétée comme suit :

« Le budget du FAS est en outre alimenté en recettes par une contribution spéciale perçue au taux de 2 %, assise sur les salaires, traitements, indemnités, versés par les employeurs de main-d'œuvre étrangère », 2 % des salaires, une somme énorme, qui en fin de compte va être à la charge des immigrés pour permettre au FAS de les exploiter et à leurs patrons de faire pression sur eux. Cette taxe établit une discrimination exorbitante au détriment des travailleurs immigrés.

ENCADREMENT ACCRU DES IMMIGRÉS

Pour enrober tout cela de bons sentiments sociaux et démocratiques, le PCF verse une larme de crocodile sur les bidonvilles, repaires du vice et de la maladie : « L'insalubrité est la règle. Par le fait que des adultes des deux sexes, mariés et non-mariés, se trouvent très souvent entassés pêle-mêle dans des chambres à coucher étroites, toute moralité est nécessairement étouffée ». On ne saurait être plus insultant envers les travailleurs immigrés !

Cela ne durera pas : le « statut général d'occupation des immeubles collectifs par des personnes de nationalité étrangère » assurera « le renforcement du contrôle sanitaire et social dans ces logements, ainsi que la participation des organismes syndicaux pour assurer le contrôle ». Dans les meublés et les foyers, les gérants et les gorilles patronaux ne seront plus seuls à faire leur ronde ; ils seront doublés par des vigiles syndicaux chargés du contrôle « sanitaire et social ».

Utiliser l'État bourgeois pour une exploitation accrue, un contrôle et un encadrement accrus des travailleurs, telle est l'essence sociale-fasciste des projets du PCF pour le logement des immigrés.

Un lecteur.

Inculpation à Grenoble de deux militants du comité Malville

A la mi-septembre, a eu lieu à Grenoble une manifestation pour protester contre l'installation à Malville (Isère) d'un surgénérateur, qui regroupa plusieurs milliers

de personnes. Le lendemain, étaient dérobés à la préfecture l'ensemble des documents ayant trait au plan ORSEC-Radiation*. Ces documents bien qu'anciens (ils datent de 1963) n'en sont pas moins intéressants. Ils révèlent d'une façon flagrante que la bourgeoisie veut cacher au peuple les dangers que lui fait courir sa politique nucléaire. On relève en effet plusieurs contradictions dans l'attitude du préfet et des flics : d'une part, ils affichent une volonté de minimiser l'affaire, mais d'autre part, des moyens considérables sont utilisés pour retrouver les auteurs du « vol » (perquisitions chez des militants du Comité Malville...). Enfin, pour

tromper encore plus l'opinion publique, le préfet Janin a fait publier ce qui, selon lui, constituerait les documents dérobés... Oui mais voilà, un bel exemple de flagrant délit de mensonge : en effet dans les documents originaux (dont le Comité Malville a reçu des photocopies par la poste), on trouve des éléments relatifs aux mesures à prendre dans la « zone d'insécurité », qui comme par hasard sont absents du dossier officiel que la préfecture avait si généreusement publié !

Pour permettre d'établir clairement ce qui se trame dans notre dos, le Comité Malville organisait le 12 octobre une conférence de presse au cours de laquelle il comptait diffuser aux journalistes présents les photocopies en sa possession. Or, dès le début de cette conférence, les flics investirent la salle, interpellèrent 2 militants du Comité pour « vol, complicité, recel et introduction irrégulière dans un local affecté à un service public ». Il s'agit là d'un acte arbitraire, inadmissible, en violation même de la légalité bourgeoise, aucune preuve ne justifiant en effet les deux inculpations. La bourgeoisie prouve encore une fois que peu lui importe qu'un dossier soit vide, que sa justice ne s'embarasse pas de scrupules, lorsqu'il en va de ses intérêts. Protestant contre les deux inculpations, le Comité Malville note dans un communiqué qu'il s'agit en plus d'une atteinte à la liberté de la presse. Il est légal et normal qu'un groupe de pression puisse diffuser des documents photocopiés et s'exprimer par la presse. Il appelle de plus la population grenobloise à se tenir prête à se mobiliser contre la répression qui la frappe.

Correspondant Grenoble.

* Le Comité Malville a soutenu cette action, mais a démenti formellement d'y avoir participé de près ou de loin.



Pour la correspondance avec le journal téléphonez au : 607-23-75



La Jeune Garde rouge

Un numéro spécial de « La Jeune Garde rouge » vient de paraître pour soutenir l'action que mènera la jeunesse communiste marxiste-léniniste de France à l'occasion de la « journée d'action contre le chômage des jeunes » qu'organisent le 23 octobre prochain les directions révisionnistes et réformistes des confédérations syndicales et de l'Union de la gauche.

Au sommaire de ce numéro : « Contre le chômage et le capitalisme, ni Giscard ni Programme commun, action révolutionnaire de la jeunesse ! » éditorial exposant les positions générales de la Direction nationale de la JCMLF à propos du chômage — « Des défenseurs des travailleurs ? Jugez vous-mêmes ! » article montrant sur la base de nombreux exemples concrets la politique bourgeoise que suit la direction révisionniste du PCF en matière de licenciement — « SONACOTRA cèdera » sur la lutte de classe et de masse que mènent depuis plus de 18 mois nos frères immigrés dans les foyers SONACOTRA.

Ce numéro vendu 1 F est disponible dès maintenant. Vous pouvez vous le procurer en vous adressant à « L'Humanité rouge ». Une diffusion de ce numéro, la plus massive possible, doit être organisée d'ici le 23 octobre et le jour même du 23 octobre partout où des rassemblements de jeunes auront lieu.



culturel

Un début à tout

Une nouvelle de
Dominique Pagelle

«Ceux qui veulent nous faire reprendre maintenant nous trahissent...» Les pontes coupèrent le son. Le gros saisit Jacqueline par les épaules et la tira en arrière. Elle résista en s'agrippant au micro. Il y eut un moment de flottement. On criait : «Micro ! Micro !» — «Laissez-la parler !». Michel fit tomber le délégué sur le cul et bondit, suivi des trois jeunes, pendant que les pontes descendaient de l'autre côté et filaient, mi courant, mi pontifiant, vers leur voiture. Pendant que quelqu'un tripotait le boîtier de commande pour remettre le son et qu'on entendait des sifflets et des bravos ironiques pour les pontes en déroute, Michel se souvint qu'il avait forcé le piquet et provoqué une bagarre ; il s'aperçut qu'il était debout sur l'estrade, face aux grévistes et, mort de honte, il descendit en vitesse.

Les hauts-parleurs sifflèrent. Ils marchaient... Jacqueline regardait fixement son mari. Il allait se passer quelque chose.

«Pour nos 1 F ; pour le retour aux 40 heures : qui est pour la grève ?»

Un cri énorme retentit de la foule et toutes les mains se levèrent.

«La grève continue» cria Jacqueline de toutes ses forces dans le micro. Elle descendit de l'estrade. On criait : «Dans l'usine ! Tous dans l'usine !». La foule, lentement, commençait à passer les grilles. Jacqueline se dirigea vers son mari et l'embrassa : «Bravo. T'as bien fait.»

«Quelle bande de salauds» répondit Michel, très agité. Quelqu'un lança à Jacqueline : «Dépêche-toi. Il faut organiser tout ça maintenant !» Elle dit à Michel en souriant, presque en riant : «Il est bientôt midi. Il faut que tu ailles t'occuper des enfants.»

«Quoi ! Ils ne sont pas à la cantine ?»

«Tu ne sais pas combien coûte la cantine !»

Effectivement il ne le savait pas et il s'éloigna à contre-cœur. Sur le terrain face à l'usine les CRS prirent position. Il entendit dans son dos le claquement dur des grandes grilles et la cascade métallique et sonore des chaînes qu'on enroule autour des barreaux.

DU 23 AU 31 OCTOBRE 1976

L'ASSOCIATION BONDY-CULTURE ET
L'ASSOCIATION DES AMITIÉS
FRANCO-CHINOISES
PRESENTENT A BONDY

APPROCHE DE LA SOCIÉTÉ CHINOISE

les films de Joris Ivens

COMMENT YUKONG DEPLACA LES MONTAGNES

seront projetés salle Jean Giono

SAMEDI 23 OCTOBRE :

15 heures : Une femme, une famille (1 H 45) - Répétition à l'Opéra de Pékin (0 H 30)

21 heures : Le village de pêcheurs (1 H 40) - Une histoire de ballon (0 H 18) - Entraînement au cirque de Pékin (0 H 14).

DIMANCHE 24 OCTOBRE :

15 heures : La pharmacie (1 H 18) - Les artisans (0 H 14) - Une caserne (0 H 54)

17 H 30 : L'usine de générateurs (2 H 06) - Le professeur Tsien (0 H 11)

LUNDI 25 OCTOBRE :

20 H 30 : Autour du pétrole (1 H 24) - Impressions d'une ville : Shangaï (0 H 57)

Un poète marxiste léniniste depuis 3 ans dans les prisons marocaines

L'arbre de fer fleurit

Poèmes d'Abdellatif Laâbi

Bien que publié voilà déjà deux ans et demi, ce recueil de poèmes d'Abdellatif Laâbi ne reste pas moins d'une actualité souvent trop méconnue pour les marxistes-léninistes. Car certes, au-delà du thème de l'amour pour sa femme et ses enfants, l'auteur s'élance bien plus loin sur les chemins de la révolution.

Chacun sait aujourd'hui comment cet intellectuel marocain, révolutionnaire prolétarien, a pu surmonter les abominables tortures qui ont précédé sa condamnation à 10 ans de réclusion. Une idéologie inflexible l'associant indissolublement aux larges masses exploitées et opprimées de son peuple, comme à celles du monde entier, lui a permis de faire face aux bourreaux victorieusement. La pensée de Laâbi reste libre, même si son corps demeure emprisonné depuis qu'il fut condamné en août 1973 pour «complot contre la sûreté intérieure de l'Etat». Ayant rejeté le révisionnisme des «minables acrobates» du parti d'Ali Yata, le poète

devenu militant marxiste-léniniste est désormais inséparable de ses frères paysans du Rif révoltés en 1959, et de leurs femmes et enfants exécutés pour obliger les maris et les pères à se rendre, des jeunes lycéens qui provoquèrent le 23 mars 1965 le soulèvement populaire de Casablanca suivi du massacre par des engins blindés de centaines de personnes dont une majorité d'enfants, de ces 7 000 mineurs de Khouribga qui firent reculer l'Etat fasciste après cinquante jours de grève contre l'Office chérifien des phosphates...

Ardent rédacteur et organisateur de la revue «Souffles», puis de la revue «Anfas», le poète Abdellatif Laâbi est devenu l'une des plus prestigieuses figures de la lutte historique du prolétariat et du peuple marocains contre le régime néocolonial du Maroc, sous le drapeau universel du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung. Une préface à ses poèmes de 1972 présente l'intérêt particulier de relater le processus his-

torique du développement des idées marxistes-léninistes au Maroc à travers les numéros successifs de la revue «Souffles», et c'est là sans doute un apport précieux pour le lecteur de France trop peu informé jusqu'ici, en dépit de quelques initiatives malheureusement très peu popularisées.

Pour qui sait quelle difficulté il y a à lire la poésie étrangère en traduction française — même révolutionnaire —, tant elle est, souvent, liée aux particularités culturelles de son peuple, les poèmes de Laâbi seront un étonnement. C'est qu'ils sont faits de la révolte et de la lutte contre l'impérialisme et que l'impérialisme que Laâbi affronte au Maroc, il en voit les tentacules sur toute la planète ; chaque cri poussé à Casablanca, il en entend l'écho au Vietnam ou en Palestine. C'est aussi qu'après avoir connu la voie de la révolte individuelle, sa poésie a su se faire simplement la voix de l'histoire, des souffrances et de la lutte

de son peuple, c'est-à-dire accessible à tous les peuples. C'est enfin qu'il a vécu lui-même, en personne, la souffrance et la révolte.

*Ma bien-aimée
J'ai longtemps déserté
Les mots simples
Les mots-tocsin*

*Et je reprends
Fort de tout ce que mon
Peuple m'a appris
Fort de ma douleur
Fort de notre amour
Je suis à peine né
A la parole.*

C'est qu'Abdellatif Laâbi est un communiste.

Aussi n'est-ce pas seulement par goût de la poésie révolutionnaire, mais par désir d'une connaissance concrète des luttes menées par les marxistes-léninistes marocains qu'on pourra lire «L'arbre de fer fleurit» d'Abdellatif Laâbi.

— «L'arbre de fer fleurit» par Abdellatif Laâbi — éditeur P. J. Oswald — collection «J'exige la parole». L'exemplaire : 12 F. En vente à la librairie «Les Herbes sauvages», 70, rue de Belleville, 75020 Paris. Préface d'Ahmed Tariq.

A MON FILS YACINE

Mon fils aimé

J'ai reçu ta lettre

Tu me parles déjà comme une grande personne

Tu insistes sur tes efforts à l'école

Et je sens ta passion de comprendre

De chasser l'obscurité, la laideur

De pénétrer les secrets du grand livre de la vie

Tu es sûr de toi-même

Et sans le faire exprès

Tu me comptes tes richesses

Tu me rassures sur ta force

Comme tu disais : «ne t'en fais pas pour moi»

Regarde-moi marcher

Regarde où vont mes pas

L'horizon, l'immense horizon là-bas

Il n'a pas de secrets pour moi»

Et je t'imagine

Ton beau front bien haut

Et bien droit

J'imagine ta grande fierté

Mon fils aimé

J'ai reçu ta lettre

Tu me dis :

«Je pense à toi

Et je te donne ma vie»

Sans soupçonner

Ce que tu me fais en disant cela

Mon cœur fou

Ma tête dans les étoiles

Et par ce mot de toi

Je n'ai plus de peine à croire

Que la grande Fête arrivera

Celle où des enfants comme toi

Devenus hommes

Marcheront à pas de géants

Loin de la misère des bidonvilles

Loin de la faim, de l'ignorance et des tristesses

Mon fils aimé

J'ai reçu ta lettre

Tu as écrit toi-même l'adresse

Tu l'as écrit avec assurance

Tu t'es dit, si je mets ça

Papa recevra ma lettre

Et j'aurai peut-être une réponse

Et tu as commencé à imaginer la prison

Une grande maison où les gens sont enfermés

Combien et pourquoi

Mais alors ils ne peuvent pas voir la mer

La forêt

Ils ne peuvent pas travailler

Pour que leurs enfants puissent avoir à manger

Tu imagines quelque chose de méchant

De pas beau

Quelque chose qui n'a pas de sens

Et qui fait qu'on devient triste

Où très en colère

Tu penses encore

Ceux qui ont fait les prisons

Sont certainement fous

Et tant et tant d'autres choses

Où mon fils aimé

C'est comme ça qu'on commence à réfléchir

A comprendre les hommes

A aimer la vie

A détester les tyrans

C'est comme ça qu'on devient

Un fils du peuple

Qui s'appête à se battre

Comme en Palestine et au Vietnam

Et c'est comme ça

Que je t'aime

Que j'aime penser à toi

Du fond de ma prison

L'Humanité Rouge

L'Albanie, phare du socialisme en Europe (7)

Le 7^e Congrès du PTA Grand événement pour le développement ultérieur de la révolution socialiste

Le 1^{er} novembre 1976 se réunira le 7^e Congrès du Parti du travail d'Albanie. Il tiendra ses assises au seuil du 35^e anniversaire de la fondation du parti qui tombe le 8 novembre.

L'atmosphère de ces événements marquants se ressent déjà depuis des mois dans toute l'Albanie. Les travailleurs ont engagé toutes leurs forces pour s'avancer vers ce congrès avec de grands succès dans la réalisation de leurs tâches. La presse reflète cette atmosphère révolutionnaire et traite de la grande importance que revêt le 7^e Congrès du Parti du travail en Albanie.

Tous les congrès de notre parti, indiqués entre autres l'éditorial du numéro 8 de la revue «Ruga e partise», ont été de très grands et importants événements pour la vie et l'activité du parti et de tout le pays. Chacun d'eux, de par les analyses approfondies qu'il a faites, de par la juste ligne marxiste-léniniste qu'il a élaborée, de par les décisions adoptées et les tâches fixées, a orienté et inspiré les communistes et tous les travailleurs pour de nouvel-

les batailles et de nouvelles victoires dans la lutte pour faire progresser sans relâche la révolution, pour édifier le socialisme, pour renforcer la défense de notre patrie socialiste. Chacun d'eux a laissé sa trace sur la voie glorieuse révolutionnaire marxiste-léniniste du parti et de notre peuple guidé par lui. Tel sera aussi le 7^e Congrès du parti. Le 7^e Congrès, enchaîne la revue, constitue l'événement le plus important de cette année jubilaire. Il arrêtera les objectifs qu'il faudra atteindre et les tâches grandioses qu'on accomplira dans les cinq années à venir. Ainsi, le 7^e Congrès du parti armera les communistes et toutes nos masses travailleuses d'enseignements et de conclusions nouvelles et il leur posera des tâches encore plus grandes sur la voie du développement avec esprit de suite et détermination de notre révolution socialiste, pour rendre notre Albanie socialiste encore plus prospère, plus puissante, plus invincible.

Au cours de la période qui s'est écoulée depuis le 6^e Congrès, le parti s'est heurté à une série de problèmes de grande

importance idéologique et politique. Il s'en est occupé amplement et, les analysant et les traitant au point de vue théorique et pratique dans les plenums du Comité central de ces dernières années, dans de larges débats au sein de ses organisations et de ses organes à tous les échelons ainsi que dans de grands débats populaires, il en a tiré des conclusions et des enseignements importants.

Le Comité central du PTA et le camarade Enver Hoxha ont continuellement demandé aux organisations de base et aux organes dirigeants du parti, aux organes d'Etat et de l'économie, aux organisations de masse et à chaque communiste et travailleur, de comprendre et d'apprécier avec tout le sérieux voulu l'encerclement impérialiste-révisionniste et la pression qu'il exerce sur notre pays et d'y faire face de façon pratique, à vivre et à apprécier correctement la situation intérieure et internationale dans laquelle nous nous trouvons et d'appliquer le grand principe du parti de l'appui sur ses propres forces dans chaque pas que nous faisons sur la voie de notre édification socialiste. Dans ce sens, le discours du camarade Enver Hoxha du 15 mars 1973 et beaucoup d'autres de ses discours ainsi que les documents des récents plenums ont une importance particulière.

Les cinq années de travail et d'efforts pour accomplir les tâches posées par le 6^e Congrès du parti ont été des années d'une âpre lutte de classes dans tous les domaines.

Fidèle à la théorie marxiste-léniniste sur la lutte de classes et l'Etat de dictature du prolétariat, théorie qu'il a défendue contre des déformations révisionnistes et qu'il a appliquée avec esprit de suite et intelligence dans les conditions concrètes, notre parti a développé et guidé cette lutte avec succès. Entre-temps, à travers une profonde analyse de classe du déroulement des événements à l'échelle nationale et internationale, il est arrivé à une série de conclusions importantes de principe qui représentent un développement et un enrichissement de la théorie marxiste-léniniste et de la pratique révolutionnaire concernant ces deux questions capitales pour les destinées de la révolution et de l'édification socialiste.

La vie a complètement démontré la fausseté des théories révisionnistes sur l'«adoucissement» en général de la lutte de classes actuellement et en particulier sur sa tendance à l'«extinction» dans les pays socialistes après l'édification de la base économique du socialisme. La vie a également démontré la fausseté de la théorie révisionniste sur le prétendu «Etat du peuple tout entier». Leur but contre-révolutionnaire est évident. Ces théories cherchent à donner à la vieille bourgeoisie et à la nouvelle bourgeoisie révisionniste la possibilité de mener avec succès leur lutte de classes pour renverser la dictature du prolétariat et restaurer le capitalisme. Les conclusions théoriques et pratiques auxquelles est arrivé notre parti dans ce sens constituent une arme acérée dans la lutte contre ces théories révisionnistes.

Dans maints documents du parti et dans plusieurs discours du camarade Enver Hoxha de ces dernières années, il est



Le camarade Enver Hoxha présentant le rapport au 7^e Congrès du PTA qui tient ses assises du 1^{er} au 7^e novembre 1976.

souligné que dans les conditions de l'édification intégrale de la société socialiste aussi, la lutte de classes est un phénomène objectif et la principale force motrice de la société, laquelle donne le ton et le contenu aux autres forces motrices de la société socialiste ; qu'elle englobe tous les domaines politique, économique, idéologique, militaire, administratif, etc. ; qu'elle se développe non seulement contre les ennemis de classes déclarés ou dissimulés, anciens ou nouveaux, intérieurs ou extérieurs mais encore au sein du peuple et jusque dans les rangs du parti. Dans ces documents du parti et dans les discours du camarade Enver Hoxha, on souligne aussi une série de questions qui ont trait à la sauvegarde et au renforcement de la dictature du prolétariat.

La vie a démontré, indique-t-on plus loin dans l'éditorial, que l'existence du parti marxiste-léniniste et de son rôle dirigeant dans le système de la dictature du prolétariat est la source principale de la force et de l'invincibilité de cette dictature, qui assure le développement sans relâche de la révolution, l'édification socialiste et la défense de la patrie.

Traitant des résultats obtenus pendant le quinquennat écoulé, l'éditorial de «Ruga e partise» souligne que les succès obtenus dans ces cinq ans témoignent du grand rôle dirigeant du parti et de la justesse de sa ligne générale marxiste-léniniste, de la vitalité de notre ordre économique-social et de la force de la dictature du prolétariat, de la disposition, de l'élan révolutionnaire et de la mobilisation de notre peuple.

L'éditorial traite ensuite de l'heureux développement du grand débat populaire auquel a été soumis le projet de directives du 7^e Congrès du PTA pour le 6^e plan quinquennal de développement de l'économie et de la culture pour les années 1976-1980. En terminant il appelle les masses travailleuses à intensifier au maximum leur élan révolutionnaire vers le 7^e Congrès du parti et son 35^e anniversaire en ayant accompli leurs tâches dans tous les domaines.

LES MINEURS ALBANAIS REDOUBLENT D'ARDEUR

En un peu moins d'un an de janvier à septembre des quantités de chrome, de cuivre et de concentré de cuivre, de cuivre en lingot et de fil de cuivre ont été fournis au-dessus du plan. Les travailleurs de l'industrie minière du pays travaillent avec élan révolutionnaire pour réaliser avant terme le plan de 10 mois et pour produire d'ici le 1^{er} novembre, jour de l'ouverture du 7^e Congrès du Parti du travail, une production supérieure au plan réalisant ainsi les engagements pris. L'industrie d'extraction et de transformation des minerais a connu un grand développement en Albanie dans les années de l'édification du socialisme.

En donnant la supériorité au développement de l'industrie lourde dans son programme d'industrialisation socialiste du pays, le Parti du travail vise à renforcer l'économie populaire. Dans les années d'après la libération, les branches existantes de l'industrie minière ont été rapidement développées et de nouvelles branches ont été mises en place.

Aujourd'hui dans les mines de l'Albanie, rien qu'en 3 jours on extrait presque toute la quantité de chrome extraite en 1938 à l'époque de la domination de la féodal-bourgeoisie et en un jour et demi on extrait la production globale de charbon de cette même année. Rien qu'en 6 jours, on extrait la quantité de cuivre extraite en une année en 1946.

L'industrie minière albanaise s'est développée à un rythme rapide surtout après l'année 1960. Les géologues et les travailleurs de l'industrie minière, en agissant en révolutionnaires, en mettant en pratique la recommandation du Parti du travail de s'appuyer sur ses propres forces, ont affronté avec succès les difficultés créées par l'encerclement et le blocus impérialiste et révisionniste. Ils ont découvert de grands gisements de minerais et précisément dans les endroits que les spécialistes révisionnistes soviétiques avaient considéré comme sans perspective. De nouvelles mines ont été ouvertes et d'importants ouvrages de l'industrie de transformation ont été mis en place. En 1975 et par rapport à 1960, en Albanie, la production de cuivre était de 6,3 fois supérieure, celle de charbon de 3,5 fois supérieure et celle du chrome de 2,7 fois supérieure.

Au complexe métallurgique d'Elbasan pour la première fois cette année, a été produite de la fonte et bientôt sera produit de l'acier albanaise. Dans le district de Mati, la nouvelle usine de ferro-chrome est en voie de construction. Dans divers districts du pays, de nouvelles usines et mines sont en voie de construction, elles donneront un développement impétueux à l'industrie d'extraction et de transformation des minerais.